



**Comité économique et social
de la Grande Région (CESGR)
Wirtschafts- und
Sozialausschuss der
Großregion (WSAGR)**

Maison de la
Grande Région
Haus der Großregion
11, boulevard J.F. Kennedy
L-4170 Esch-sur-Alzette

T +352 247 80 116
christiane.weidenhaupt@cesgr.etat.lu
www.granderegion.net
www.grossregion.net

Esch-sur-Alzette, le 3 juin 2022

A Madame la Préfète de la région Grand Est

Madame Josiane Chevalier

Préfecture région Grand Est

5 Place de la République

F-67073 STRASBOURG Cedex

prefet@bas-rhin.gouv.fr

A Monsieur le Président du Sommet de
la Grande Région

Monsieur Jean ROTTNER

Conseil régional Grand Est

1 Place Adrien Zeller

BP 91006

F-67070 STRASBOURG Cedex

jean.rottner@grandest.fr

Par courriel

Proposition de structure pour une contribution du CESGR au rapport du Sommet des Exécutifs sur
la gestion de crise

Premiers enseignements et propositions de la Grande Région pour améliorer, à l'échelle régionale,
nationale et européenne, la gestion des crises sanitaires futures dans les bassins de vie
transfrontaliers

Le 4 janvier 2022, Jean Rottner, président de la Région Grand Est et du Sommet des Exécutifs de la Grande Région, ainsi que Josiane Chevalier, préfète de la Région Grand Est, ont envoyé un courrier à

Bruno Théret, président du Comité économique et social de la Grande Région, dans l'optique de recueillir le témoignage et les préconisations du CESGR pour une gestion améliorée des crises futures, en amont de la réalisation d'un rapport intermédiaire.

La demande a été structurée autour de quatre questions :

- Comment les acteurs socio-économiques ont-ils vécu la crise ? De quoi ont-ils le plus souffert ?
- Comment le CESGR apprécie-t-il la manière dont la crise a été gérée à l'échelle de la Grande Région ?
- Comment évaluez-vous la contribution du CESGR à la gestion de crise ?
- Quelles sont les préconisations du CESGR pour une gestion améliorée des crises futures ?

Désireux d'apporter sa contribution à la gestion de crise dès le début de l'année 2020, le CESGR s'est illustré en initiant de nombreuses initiatives en réponse aux circonstances exceptionnelles induites par la pandémie de Covid-19 aux conséquences importantes pour les citoyens de la Grande Région.

I) La traversée de la crise par les acteurs socio-économiques de la Grande Région

Le CESGR, voix privilégiée de la société civile organisée et des acteurs socio-économiques de la Grande Région, fait le constat d'une traversée de crise particulièrement disparate et chaotique dans un contexte politique singulier (période électorale Allemande) qui n'a pas permis aux territoires décentralisés d'être plus efficaces et agile. D'autre part malgré le bon relationnel qui existe entre les dirigeants de la grande région, la solidarité exemplaire qui s'est manifestée à cette occasion et de nombreux organismes et instruments de coopération, la gestion de crise a été marquée par l'improvisation et la difficulté à mettre en place une coordination de mesures sanitaires. La communication envers les citoyens s'est avérée initialement difficile et des tensions entre bassins de vies ont surgies essentiellement entre les lands allemands et la région Grand Est. En effet la pandémie a été marquée par un « reflexe national » et la résurgence de stéréotypes xénophobes, s'est manifesté par des actes d'hostilité envers les transfrontaliers français en Allemagne.

La fermeture non coordonnée des frontières nationales, au début de la crise sanitaire, puis la diversité des réglementations nationales, durant les mois qui ont suivi, ont ralenti les flux de marchandises et perturbé la mobilité des travailleurs, pénalisant ainsi les entreprises. Celles-ci ont ainsi dû faire face à un nombre important de pénuries de main-d'œuvre, d'une part, mais également, d'autre part, de matériels indispensables au bon fonctionnement de leur activité. La Chambre des Métiers de Coblenz témoigne, par exemple, des difficultés engendrées par l'incohérence de certaines décisions politiques, telle la fermeture des commerces dits « non essentiels ». En réduisant l'activité de toute une série d'entreprises et d'artisans, les chaînes d'approvisionnement ont été fragilisées, renforçant encore davantage l'impact de la crise.

Néanmoins, d'après des estimations de l'Observatoire interrégional de l'emploi, partenaire du CESGR, le marché du travail grand-régional semble peu à peu reprendre des couleurs et retrouver un niveau de dynamisme équivalent à celui établi avant la crise. En premier lieu, le nombre de frontaliers entrants en Grande Région en 2021 a augmenté de 3% par rapport à 2020, soit une évolution à la hausse dans les mêmes proportions que celles constatées entre 2017 et 2019. En second lieu, le taux de chômage observé au sein des différents versants de la Grande Région tend, lui aussi, vers des niveaux d'avant crise. Au niveau grand-régional, celui-ci a enregistré un recul de 0,6% entre 2021 et 2020, laissant ainsi espérer un retour progressif vers une conjoncture économique toujours plus favorable.

II) Le constat du CESGR sur la gestion de crise en Grande Région et les enseignements à en tirer

Dans la continuité des témoignages rapportés par les acteurs socio-économiques de la Grande Région, le CESGR tire le constat d'une gestion de crise perfectible.

En effet, dans le cadre d'une crise causée par un virus qui ne connaît pas de frontières, il est regrettable que les mesures introduites au déclenchement de la pandémie n'aient pas été coordonnées ou bien conjointes. A ce titre, le CESGR rappelle la primordialité de considérer les territoires grand-régionaux non pas en tant que versants de diverses nations mais bien en tant que bassins de vie transfrontaliers.

Dans certains cas, la prise de décision unilatérale à l'échelle nationale n'a pas seulement nié l'identité transfrontalière de la Grande Région mais aggravé les difficultés rencontrées par les citoyens. Un grand nombre de travailleurs frontaliers ont ainsi vu leur quotidien contrarié par les fermetures de frontières intempestives ainsi que par la persistance d'une divergence entre régimes d'indemnités chômage.

De la même manière que seule une stratégie commune aux six versants permettra de lutter contre les enjeux de vieillissement de la population, de pénurie de main-d'œuvre qualifiée ou de désertification médicale, le CESGR tire les enseignements d'une nécessité d'harmonisation et de coordination. Une task Force qui dépasse le seul sujet sanitaire devrait être créée. L'essentiel est de devenir davantage résilient et d'anticiper les risques multiformes que nous aurions analysés et priorisés.

En ce qui concerne le « plan de relance européen » nous aurions apprécié d'avoir une réponse coordonnée dans un contexte transfrontalier.

III) La contribution du CESGR à la gestion de crise

Dès le début de la crise, le CESGR a eu le souci d'impulser une série d'initiatives visant à répondre aux difficultés rencontrées par les citoyens de la Grande Région. Ce sont ainsi ses quatre groupes de travail, répartis entre « Economie et Développement durable », « Marché du travail », « Transports et Mobilités » et « Santé », qui se sont attelés à proposer des solutions. Une motion pour une libre-circulation des patients en Grande Région a par exemple été adoptée dès juin 2020 dans l'idée d'élargir la prise en charge des patients à l'échelle grand-régionale, et ce sans restriction administratives ou financières. Toujours dans le domaine de la santé, le CESGR prépare l'organisation, le 28 avril 2022, et en partenariat avec la Région Grand Est, d'un grand Forum de la Santé dévoué au partage de bonnes pratiques entre versants de la Grande Région. Les travaux qui y seront présentés et les discussions qui y auront lieu devraient aboutir sur des recommandations concrètes.

Dans le même temps, et en phase avec les plans de relance élaborés aux niveaux européen, nationaux et régionaux, le CESGR a concentré une bonne partie de ses réflexions sur les perspectives de résilience économique et sociale pour nos territoires. L'intensification de l'économie circulaire, l'adoption d'une écotaxe ou bien encore l'identification des secteurs professionnels en tension sont d'autant de pistes qui ont été poursuivies lors des travaux de nos groupes de travail. Enfin, et plus largement, le CESGR a tenu à prendre part aux réflexions sous-jacentes au Schéma de développement territorial de la Grande Région (SDTGR), projet d'initiative luxembourgeoise visant à intensifier la coopération entre versants pour les prochaines décennies. Les membres du CESGR ont ainsi porté un regard attentif sur le déroulé des négociations et n'ont pas hésité à faire remonter leurs observations.

IV) Les préconisations du CESGR pour une gestion améliorée des crises futures

Afin d'assurer une gestion améliorée des crises futures, le CESGR tient à réaffirmer certains principes essentiels à la pérennité de la construction grand-régionale.

Tout d'abord, et comme précité, devront être exclues toutes tentations à la fermeture unilatérale et non concertée des frontières. La pandémie récente ayant ainsi suffisamment démontré l'inefficacité

de telles mesures sur l'endiguement du virus et leurs conséquences néfastes sur l'activité des 240 000 travailleurs frontaliers de la Grande Région.

Plus concrètement, et à l'instar de l'Observatoire interrégional pour l'emploi déjà existant, le CESGR préconise la création d'un Observatoire interrégional de la Santé en Grande Région et de risques majeurs. Une telle initiative permettrait ainsi d'inciter le dialogue et la coopération entre services sanitaire et social des différents versants et de prévoir une réponse commune au niveau grand-régionale dans l'éventualité d'une crise future. Cette démarche pourrait d'ailleurs être ensuite être élargie à d'autres enjeux majeurs de notre quotidien tels que l'aménagement du territoire, les bouleversements économiques, énergétiques, sociaux et migratoires, induits par l'évolution du climat et les menaces sur la biodiversité.

Par ailleurs, dans un contexte de mutation des environnements de travail, poussée par la flexibilisation des processus de travail, la double transformation digitale et écologique ou encore l'automatisation, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est devenue un défi partagé des territoires transfrontaliers. A cet égard, la pandémie ayant renforcé ces difficultés, le CESGR place la formation professionnelle, tous niveaux confondus, au premier rang des axes de collaboration à renforcer à l'échelle transfrontalière. Considérant l'absence de compétence « grand-régionale » pour la formation, mais aussi des modes de gouvernance hétéroclites au sein même des différents versants de la Grande Région, un engagement politique fort devra être mené. Cela pourrait ensuite déboucher sur la création d'une « Task Force pour la formation transfrontalière ».

D'autre part, à l'instar de l'initiative européenne, un « tableau de bord d'indicateurs » qui analyse notre résilience et nos vulnérabilités devraient être priorisés dans différents domaines en Grande Région tels que la cybersécurité, l'IA, les catastrophes naturelles, les écarts sociaux économiques, dépendances énergétiques, l'eau... afin d'être plus agile, plus réactif et plus efficace.

Pour améliorer l'efficacité de la Grande Région, il convient de gérer cet espace comme un espace global en renforçant ses compétences et ses moyens à travers un « Budget » calculé sur un % de PIB par versant en évaluant ses résultats.

Je vous prie d'agréer, Madame la Préfète, Monsieur le Président, l'assurance de ma parfaite considération.



Bruno THERET

Président du CESGR 2021/2022